

FEMMES LEADERSHIP

Magazine d'information - Événementiel - Promotion sur le Leadership Féminin
"Entreprendre consiste à changer un ordre existant"

N°004 AOÛT 2020



Mme Dicko
Djénéba CAMARA

Le Projet « Voix et Leadership
des Femmes au Mali (VLF - Musoya) »

STOP Covid-19



FEMMES, L'ÉRADICATION DE LA MALADIE À CORONA
VIRUS PASSE PAR VOUS ! ENGAGEZ-VOUS, JOUEZ VOTRE RÔLE ET
PRENEZ VOTRE RESPONSABILITÉ



Mariam KEITA CMas CI



Mme Diawara CMas



CNSP



Délégation CEDEAO

M5-RFP : Les manifestations du Mouvement du 5 juin, Rassemblement des Forces Patriotiques

Les résultats finaux des élections d'avril ont fait exploser la poudrière au Mali. La Cour constitutionnelle est soupçonnée d'avoir favorisé le parti présidentiel, le Rassemblement pour le Mali (RPM), en lui accordant plus de sièges de députés que ce que laissaient présager les premiers résultats, notamment dans la capitale.

La colère s'est muée en manifestation de masse, agrégeant les frustrations. Depuis, une improbable coalition s'est constituée, le M5-RFP (Rassemblement des forces patriotiques) mêlant anciens ministres, militants anticorruptions et sympathisants de l'imam rigoriste Mahmoud Dicko.

La CMAS de l'imam Mouhamoud DICKO a fait ce rassemblement patriotique pour inciter le peuple malien à réclamer leur droit après un constat amer sur la mauvaise gouvernance du régime actuel. Leur première sortie a été enregistrée le 5 juin 2020 au cours de laquelle une foule inédite s'est retrouvée au boulevard de l'indépendance avec comme mot d'ordre « la démission du président Ibrahim Boubacar KEITA ». Le M5-RFP réclame la démission du président IBK et de son régime et se dit prêt à ne négocier que les conditions de cette démission, et rien d'autre. Dès lors, le mouvement fut nommé le M5-RFP (mouvement du 5 juin, Rassemblement des Forces Patriotiques). Cette première manifestation du 5 juin dernier, avait permis aux contestataires d'obtenir la fin de la crise scolaire dans le pays, mais pas la démission du chef de l'État pourtant réclamée à cor et à cri.

Après une première manifestation, le M5-RFP s'est vu agrandir avec l'adhésion de plusieurs autres hommes politiques qui partagent la même idéologie que le mouvement. C'est ainsi qu'une assemblée générale du mouvement s'est tenue le 11 juin 2020 au siège de la CMAS à Magnambougou, où les initiateurs du grand rassemblement ont annoncé les ralliements majeurs de plus d'une trentaine d'organisations de la société civile et de partis politiques. L'ex Premier ministre Modibo Sidibé, Mme Sy Kadiatou Sow, tous deux de la plateforme Anw ko Mali Dron, mais également l'ex ministre de la justice Mohamed Aly Bathily, et le président du Mouvement Mali Kanu (MMK), Modibo Koné, étaient présents pour expliquer leur adhésion au "Rassemblement des forces patriotiques". Le sergent-chef Sidi Tamoura du syndicat de la Police nationale a indiqué que son syndicat adhérerait également au mouvement en décrivant un régime hypothétique qu'ils ne protégeront plus au détriment du peuple malien. Mais la direction générale de la police nationale a signifié plus tard dans un communiqué signé par le Directeur Moussa AG infahi que ce fonctionnaire de police ne représente ni son syndicat ni la police nationale.

Après ces adhésions, le M5-RFP a tenu un point de presse au siège de la CMAS, le 13 juin 2020 pour annoncer le jour du prochain rassemblement pour la démission du chef de l'État, Ibrahim Boubacar Kéita. Le président du MPR Choguel Kokalla Maiga expliqua que la dignité du peuple malien lui doit être rendue. Et cela ne sera possible qu'avec la démission du président de la république.

Ainsi, pour l'obtention de cette démission, le M5-RFP a mis en place cette seconde sortie qui s'est tenue le 19 Juin 2020 au boulevard de l'Indépendance. Ce mouvement adhéré par plusieurs partis politiques, associations de la société civile a estimé que le salut du peuple malien ne peut venir que du départ du chef de l'État car il s'est montré incapable de résoudre les maux dont souffre le pays.

Sous une canicule de plus de 45°, la société civile a encore répondu massivement au rendez-vous de cette seconde sortie. Dans son allocution ce jour-là, l'Imam Mouhamoud DICKO laissa entendre que sa vocation, n'était pas de diriger le pays. Alors il exhorte le mouvement à désigner des émissaires pour remettre la lettre de démission au président IBK. « Vous et moi resterons ici à la place de l'Indépendance et nos émissaires iront remettre la lettre de démission au président de la république. C'est le peuple qui l'a élu et c'est le même peuple qui demande son départ » a-t-il dit. Une fois devant le palais présidentiel, les émissaires ont été lapidés avec du gaz lacrymogène. L'imam DICKO leur demande alors de sursoir ce voyage à koulouba car selon lui, le pardon n'a pas de limite.

Cependant, la CEDEAO est venue pour intervenir entre le gouvernant et le gouverné. Ce qui a été un échec «Nous avons dit aux responsables de la CEDEAO d'aider le peuple malien à se débarrasser de l'élément déstabilisant de la république du Mali. C'est le Président de la République Ibrahim Boubacar Keita et sa gestion calamiteuse, qui sont les responsables de la déstabilisation de notre pays», martèle Dr Oumar MARIKO à la sortie de sa rencontre avec la délégation de la CEDEAO. Pour sa part le coordinateur de la CMAS, M. Issa kaou DJIM, à sa sortie de rencontre avec la délégation de la CEDEAO composée des ministres des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Nigeria et du Burkina Faso, dit ceci : «Nous sommes des Maliens, nous voulons la paix, nous vivons sur la terre malienne et nous voulons la cohésions, le vivre-ensemble, et la réconciliation. Nous ne sortons pas pour bruler quoi que ce soit. Nous sortons pour que la démocratie et le vivre ensemble soit à la règle. Ce qu'on a expliqué à nos visiteurs les a rassurés. Demander la démission du président n'est pas quelque chose de trop si cela peut apporter la paix dans le pays ».

Abondant dans le même sens, Dr Choguel Kokalla Maiga, à sa sortie de la rencontre avec les ministres des affaires étrangères de la CEDEAO, a conclu que la position du M5



à la date ce jour est l'exigence de la démission du président de la République et de son régime.

Ladite délégation ministérielle de la CEDEAO, conduite par M. Kalla Ankouaro, ministre nigérien des Affaires étrangères, Jean-Claude Kassi Brou, président de la commission de la CEDEAO, Ally Coulibaly, ministre ivoirien des Affaires étrangères et l'Ambassadeur Zubairu Dada, ministre délégué aux Affaires étrangères de la République fédérale du Nigéria, cherche avant tout à rétablir le fil du dialogue.

A sa troisième sortie le vendredi 10 juillet 2020, le M5-RFP maintient toujours sa décision du départ du président IBK et de son régime. Cette fois encore, Les manifestants étaient au boulevard de l'Indépendance après la prière du vendredi. Deux jours avant, Le chef de l'État avait, à travers un discours à la nation, renouvelé sa confiance à l'actuel PM Boubou Cissé. La dissolution de l'Assemblée nationale ne serait pas juste, selon lui, car elle priverait de leurs sièges tous ceux qui ont été élus sans contestation. Alors à sa troisième sortie, le M5 a haussé le ton et a appelé à une nouvelle mobilisation et pour la première fois à la désobéissance civile sur toute l'étendue du territoire.

C'est ainsi que les manifestants ont pris d'assaut, plusieurs bâtiments officiels dont l'assemblée nationale, le siège de l'ORTM ainsi que deux ponts de Bamako. Les forces de l'ordre sont intervenues et ont tiré, par balles réelles, sur les manifestants et ont causé la mort d'un manifestant et beaucoup d'autres blessés. La cour de l'ORTM a été envahie et la télévision nationale a cessé d'émettre, avant que ses programmes ne reprennent dans la soirée. La permanence du député Karim Kéita,

fil du président de la République, a été saccagée. Les manifestants ont également réussi à bloquer deux des trois ponts de la capitale.

Aux alentours de 21h, les manifestants bloquaient encore la circulation, des pneus continuaient de brûler et des barricades avaient été érigées par des jeunes sur l'axe reliant le sud de la ville au centre-ville, où se trouve la Cité administrative : siège de nombreux ministères. Dans le sud de la ville toujours, des automobilistes sont restés bloqués à cause de barricades au niveau de nombreux carrefours. En fin de journée, des manifestants interdisaient aussi l'accès à l'aéroport. Vers minuit, le pont des Martyrs de Bamako était toujours sous le contrôle de jeunes se réclamant du mouvement. Des barricades posées et des pneus brûlés empêchaient les véhicules de circuler.

Dans un communiqué diffusé vendredi soir, les responsables du M5 félicitent « le peuple malien pour sa mobilisation exceptionnelle » et exhortent la population à rester mobilisée pour pousser le président à la démission. Les leaders du Mouvement du 5 juin déclarent également tenir pour responsable le pouvoir de toutes les violences.

« La mobilisation d'aujourd'hui a été plus forte que celle du 5 et du 19 juin. Et donc nous sommes satisfaits, cela montre que nous sommes en phase avec le peuple » a estimé Choguel Kokala Maïga le soir du 10 juillet, l'un des responsables du mouvement. Il ajouta que la frustration dans laquelle vit le peuple malien, dans n'importe quel autre pays, cela aurait donné bien plus de dégâts matériels et humains. « C'est grâce à la retenue au mot d'ordre permanent de conquête pacifique de la

dignité de notre peuple que les dégâts ont été limités. Ce qu'il y a eu comme dégâts, c'est la responsabilité du pouvoir. Les manifestants étaient à mains nues. Ils ont pris l'ORTM sans casser un œuf, à l'Assemblée nationale, sans casser un œuf. C'est là-bas que des personnes ont tiré sur la foule et ça c'est la responsabilité du gouvernement » avait-il prononcé.

La manifestation a été continue durant le week-end. Le samedi, onze morts de manifestants et plus d'une centaine de blessés ont été enregistrés.

Dans le quartier de Badalabougou ce samedi 11 juillet, des volutes de fumée noire masquaient le soleil couchant. Les remparts de brique et de broc qui ont été dressés par les manifestants devaient protéger la mosquée de l'imam Dicko. Les rumeurs d'un assaut de la police pour arrêter le prédicateur dans sa résidence ont mis ses disciples en ébullition.

Une heure auparavant, des coups de feu ont retenti dans cet arrondissement central et résidentiel de la capitale malienne. Quatre manifestants qui jetaient des pierres sur la maison de Manassa Danioko, présidente de la Cour constitutionnelle, ont été abattus par balles de la police dont deux mineurs.

Ce week-end a été marqué par un durcissement de la confrontation entre le gouvernement et les manifestants anti-IBK. Dimanche, les Nations unies, l'Union africaine et l'Union européenne, dans un communiqué commun, ont condamné l'usage de la force létale dans le cadre du maintien de l'ordre. Une mission de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a ainsi servi, une fois de plus, d'intermédiaire pour des négociations, afin de dégager une issue à cette crise qui pourrait passer par des législatives partielles dans les circonscriptions contestées.

En attendant, la colère déborde. Aux violences du Nord, où les djihadistes, chaque mois, ôtent la vie à des dizaines de civils et de soldats maliens, à celles du centre, où la raréfaction des ressources alimente des

conflits intercommunautaires, s'est ajoutée l'exaspération face à une corruption persistante et à l'inertie d'une économie freinée par l'état d'urgence sanitaire lié au Covid-19.

Ce même jour, la police malienne, débordée, mal équipée en matériel antiémeute, fait usage de munitions létales. Trois jeunes sont tués, entraînant une radicalisation du mouvement qu'amplifie encore l'arrestation de quatre leaders politiques : Issa Kaou Djim et Clément Dembélé sont interpellés vendredi, les anciens ministres Choguel Kokala Maïga et Mountaga Tall le lendemain, au siège du M5. Les locaux sont saccagés, les téléphones des militants saisis.

Le même Samedi, peu avant minuit, il ne restait que des ombres à Badalabougou, lorsque le président s'est adressé – pour la quatrième fois en un mois – à une nation en deuil. Barbe blanche, traits tirés par des semaines de conflits sociaux, Ibrahim Boubacar Keïta a affirmé « s'incliner devant les victimes », se posant en père de famille protecteur mais fustigeant « des actes de vandalisme à nul autre pareil ! Le pillage des biens d'honnêtes citoyens ! »

Ainsi, il a annoncé la dissolution de la Cour constitutionnelle, abrogeant les décrets de nomination des juges, afin de trouver les solutions aux contentieux issus des élections législatives. Une mesure que les opposants du M5 ont vu comme un progrès mais pas encore suffisant : les opposants réclament la dissolution de l'Assemblée nationale et la formation d'un gouvernement de transition dont ils choisiraient le premier ministre.

Cependant, les protestataires prévoient de maintenir les dix commandements de la désobéissance civile qui passent notamment par des blocages pacifiques des rues, des ponts, des bâtiments d'État, prévus tout au long de la semaine. Dimanche soir, l'imam Dicko a appelé les Maliens au calme et à la retenue, en précisant que la lutte continue. Aux abords de sa mosquée, les douilles de la veille brillaient encore dans la terre détrempée.

Salimata Saré



Crise Sociopolitique au Mali : Le Président IBK remporté par l'orage du M5-RFP

Comme le dit un adage bambara « *Ma, i be djo tou nin do la n'ga i sirifou be bo o la* ». Traduction : on minimise souvent une forêt, mais c'est de là que va sortir des lianes qui serviront à t'attacher.

Depuis le début des manifestations de ce regroupement, le président malien s'entêtait à rester sourd aux revendications de la société civile. Il se contentait de temps en temps à adresser un discours à la nation avec des langages que celle-ci ne gobait plus.

Après des malentendus successifs, tous les maliens n'étaient que pour la démission du président Ibrahim Boubacar KEITA. Il ne manquait plus que les hommes de l'armée qui optèrent pour le salut du peuple après avoir soupçonné une trahison très prochaine à leur égard de la part du régime.

Oui, il s'agit des militaires de la grande garnison du Mali qui ont fini par prendre fait et cause pour le peuple du Mali, en ébullition depuis le mois de juin à dernier à Bamako. Il réclamait la démission du président IBK qui avait été élu triomphalement une première fois en 2013 et réélu une seconde fois en 2018 pour son dernier mandat.

Ce mouvement avait fait beaucoup de sorties qui ont occasionné la mort de certains militants. Et cela a donné plus de force aux autres militants de continuer la lutte et de sortir vainqueur.

Après une trêve observée à l'occasion de la fête de Tabaski, le M5-RFP a repris ses activités en renouant avec les rassemblements populaires Mardi 11 Aout à la place de l'Indépendance de façon traditionnelle. Les dirigeants du mouvement ont invité leurs militants à poursuivre les opérations de désobéissance civile jusqu'à l'atteinte de leur objectif « la démission du président ». Ils se sont montrés plus objectifs que jamais : beaucoup d'entre eux ont passé la nuit au boulevard de l'indépendance. Une prière dressée par

l'Imam Mouhamoud DICKO avait été tenue au même endroit à l'aube du lendemain. C'est à la suite de cela que la foule fut dispersée par les militaires en lui lapidant du gaz lacrymogène. Toutefois, l'Imam DICKO demanda au groupement de rester serein et d'agir humblement. Il avait la certitude que l'objectif sera atteint.

Le Mardi qui suivit, le 18 Aout, suite à la manifestation du M5, le président Keïta, arrêté en compagnie de son Premier ministre Boubou Cissé aux environs de 16h30 et emmené dans le camp militaire d'où était partie une mutinerie en début de journée.

Les rumeurs le disaient en fuite. D'autres disaient qu'il s'était réfugié dans un bunker du palais présidentiel de Koulouba. C'est finalement dans sa résidence de Sebenikoro, à Bamako, que le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, 75 ans, au pouvoir depuis 2013 a été arrêté par des militaires mutins. Il était accompagné de son PM Dr Boubou Cissé. Selon des informations, son fils, Karim KEITA serait arrêté des heures plutôt.

D'autres arrestations ont été planifiées, notamment celles des ministres de la Sécurité et de la Défense. Des propos confirmés par le directeur de la communication du chef du gouvernement malien, Boubou Doucouré : le président et le Premier ministre ont été conduits par les militaires révoltés dans des véhicules blindés à Kati », où se trouve le camp Soundiata Keïta, à une quinzaine de kilomètres de Bamako.

Dans Bamako, les mutins ont été acclamés par les manifestants rassemblés pour réclamer le départ du chef de l'État aux abords de la place de l'Indépendance, épice de la contestation qui ébranle le Mali depuis plusieurs mois. C'est l'aboutissement d'une crise déclenchée en juin avec l'éclosion d'une contestation lancée par une coalition hétéroclite de chefs religieux, d'hommes politiques et de membres de la société civile.

Quelques heures après avoir été arrêté par des militaires en révolte, Ibrahim Boubacar Keïta a annoncé dans la nuit de mardi à mercredi, à 00h précise, sa démission et la dissolution du Parlement et du gouvernement. Il a déclaré avoir œuvré, depuis son élection en 2013, à





redresser le pays et à donner corps et vie à l'armée malienne. Il a aussi évoqué les manifestations diverses qui, depuis plusieurs mois, ont réclamé son départ, faisant des victimes. « Si, aujourd'hui, il a plu à certains éléments de nos forces armées de conclure que cela devait se terminer par leur intervention, ai-je réellement le choix ? M'y soumettre, car je ne souhaite qu'aucun sang ne soit versé pour mon maintien aux affaires », a-t-il dit. Il ajouta : « C'est pourquoi je voudrais en ce moment précis, tout en remerciant le peuple malien de son accompagnement au long de ces longues années et la chaleur de son affection, vous dire ma décision de quitter mes fonctions, toutes mes fonctions, à partir de ce moment ; et avec toutes les conséquences de droit : la dissolution de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement ».

Le Mouvement du 5 juin (M5-RFP), en réclamant le départ du président Keïta, exprimait l'exaspération nourrie par les milliers de victimes ces dernières années des attaques djihadistes et des violences intercommunautaires, par le spectacle de l'impuissance de l'État, la crise des services publics et de l'école et la perception d'une corruption répandue. Mais aussi par une crise économique aggravée par l'impact de la pandémie de Covid-19.

Ce mardi soir, les condamnations sont unanimes. L'Union africaine (UA), les États-Unis ou la France... Tous demandèrent le retour à l'ordre constitutionnel et le retour des mutins dans les casernes. « Je condamne énergiquement l'arrestation du président Ibrahim Boubacar Keïta, du Premier ministre Boubou Cissé et d'autres membres du gouvernement malien et appelle à leur libération immédiate », a déclaré le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat sur son compte Twitter. « Je condamne énergiquement toute tentative de changement anticonstitutionnel et appelle les mutins à cesser tout recours à la violence et au respect des institutions républicaines », a également

réclamé le diplomate tchadien.

La CEDEAO a condamné ce même mardi, dans la soirée dans un communiqué, le renversement du président malien. L'organisation régionale, dont le Mali est l'un des 15 membres, a aussi décidé la suspension du Mali de ses organes décisionnels et la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre ses membres et le pays, et réclamé « la mise en œuvre immédiate d'un ensemble de sanctions contre tous les putschistes », selon le communiqué.

Les auteurs de ce coup d'état militaire justifient leur acte par la mauvaise gouvernance, l'insécurité grandissante dans le pays, les élections législatives contestées ou encore les atteintes aux droits fondamentaux des citoyens.

Ce jungle militaire qui a renversé le président IBK annoncé la création du CNSP, le Comité National pour Salut du Peuple, avec à sa tête, le colonel Assimi GOITA. Ils ont promis d'assurer la continuité de l'État et des élections dans un délai raisonnable. « A compter de ce jour 19 Août 2020, toutes les frontières aériennes et terrestres du pays sont fermées jusqu'à nouvel ordre. Un couvre-feu est instauré de 21h à 5h du matin jusqu'à nouvel ordre. La continuité des services publics sera assurée par ceux qui en droit au regard des textes en vigueur. La société civile et les mouvements socio-politiques sont invités à nous rejoindre pour ensemble créer les meilleures conditions d'une transition politique civile conduisant à des élections générales crédibles pour l'exercice démocratique qui jettera les bases d'un Mali nouveau » ont-ils dit.

Ce nouveau comité indique la mise en place d'un président de transition, militaire ou civil, dans un bref délai. Plus tard, le couvre-feu fut allégé pour le bien être des maliens de 00H à 5H du matin et rouvrit les frontières aériennes et terrestres.

Salimata SARE

M5-RFP : La position de la femme dans le mouvement

Vu l'état que traverse le pays à cause de la crise socio politique, le magazine « les femmes leaders du Mali » a donné la parole à deux grandes dames de la CMAS qui se sont ouvertement exprimées. Mme DIAWARA Zeynab SIDIBE, présidente des femmes de la CMAS et du M5-RFP et Mme Mariam KEITA, coordinatrice de la CMAS C I, nous en disent plus sur les objectifs visés par leur mouvement avant et après la chute du régime du président Ibrahim Boubacar KEITA.



Mme Diawara

Selon Mme Diawara, de 2012 à nos jours, l'imam Mouhamoud DICKO lutte pour la cause des jeunes et des femmes. Il est un homme sage de saint esprit. Il menait ses combats sous le titre de vice président du haut conseil islamique du Mali. Mme Diawara nous fait savoir que c'est pour continuer sa lutte que la coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'imam Mouhamoud Dicko CMAS en abrégé a été créée. Lancée en septembre 2019, cette nouvelle association politique a pour objectif d'instaurer la bonne gouvernance au Mali.

C'est de cette coordination des mouvements et des associations qu'est né le M5-RFP. « Après la proclamation des résultats définitifs des législatifs passés, l'injustice était

flagrante et cela a occasionné une explosion partout au Mali et incité le peuple à une révolution. La première sortie était le 5 Juin 2020 d'où le nom qui lui est attribué M5 » a-t-elle dit.

Selon elle, c'est à la suite de cette première manifestation que beaucoup d'autres associations, partis politiques ont intégré le mouvement pour faire une lutte commune, car les objectifs étaient les mêmes. Tous optaient pour le départ du président IBK qui ne pouvait plus rien pour apporter cette bonne gouvernance dont le pays a tant besoin. « IBK ne pouvait plus gérer le pays car il n'avait aucune solution et aucune volonté pour le faire » dit-elle.

Alors, le M5 visait juste à faire sortir le pays de la situation précaire dans laquelle il vit depuis des années.

Mme Diawara continua en énumérant les différentes sorties qu'avait réalisé ce mouvement depuis le 5 juin. « On a fait 5 sorties dont le derniers a aboutit à l'arrestation du président IBK. On enregistre dans ces différentes sorties, 23 morts et beaucoup de blessés. Et malgré cela, je peux dire avec la tête haute que toutes nos sorties ont été des réussites. Car, le peuple malien répondait massivement aux différentes manifestations et reconnaissait que le combat était à lui » confirme t elle. Elle a ajouté : « La réussite de nos manifestations a été confirmé bien avant la fin du régime d'IBK. Au début, il ne les prenait pas au sérieux. Il nous a même menacé lors d'une de ses sorties en s'adressant à la nation. Mais vu la sortie du 11 Aout, une semaine avant sa démission, il a demandé a rencontré le M5 car il s'est rendu compte que

les choses n'allait pas bien tourner pour lui vu la conviction du peuple pour son départ ».

Ainsi, une autre militante du M5-RFP, la présidente de la CMAS C I, Mme Mariam Keïta, conclut que la lutte continuera avec comme objectif la considération des jeunes et des femmes dans un nouveau Mali sans corruption et avec une bonne éducation. « Après l'arrestation et la démission de M. Ibrahim Boubacar KEITA, les femmes du M5 aspirent à un nouveau Mali basé sur des valeurs socioculturelles, un Mali où l'éducation sera favorisée. Un Mali dans le quel, l'école sera à la portée de toutes les filles et fils du pays. Nous voulons un Mali où la corruption fera place à l'endurance et un Mali où les bonnes volontés seront sur le sentier de la réussite. Nous voulons aussi et surtout un Mali où les femmes et les jeunes seront au premier rang dans toutes



Mme Mariam KEITA
Présidente CMAS CI

les initiatives et prise de décision ; un Mali où les compétences prévalent sur les favoritismes » dit Mme Mariam KEITA.

Salimata SARE

CRISE SOCIOPOLITIQUE : CFR, demande une mise en œuvre diligente de toutes les propositions de la CEDEAO au Mali

Nous demandons une mise en œuvre diligente de toutes les propositions de sortie de crise formulées par la CEDEAO, tout en réaffirmant notre disponibilité pleine et entière à ce dessein. Cette déclaration a été faite par les responsables de la convergence des forces républicaines (CFR). Lors d'un point de presse au mémorial Modibo Keita.

Le lundi 20 juillet 2020, les responsables de la convergence des forces républicaines (CFR) ont animé un point de presse. Lors duquel l'accent a été mis sur la visite de la CEDEAO le 15 juillet dernier, dont l'objectif est de trouver une solution à la crise sociopolitique de notre pays. C'était dans la salle de conférence de Mémorial Modibo Keita.

Lors de ce point de presse, la convergence des forces républicaines (CFR) a fait une déclaration. Elle a été lue par Mme Sidibé Fatoumata Sacko, coordinatrice adjointe de ladite convergence.

Selon sa coordinatrice, la convergence des forces républicaines Présente ses sincères condoléances aux familles des victimes durement éprouvées et souhaite prompt rétablissement aux blessés civils et aux agents des

forces de défense et de sécurité. La CFR, salue à sa juste valeur la médiation de la CEDEAO conduite par S.E.M GOODLUCK EBELE JONATHAN, ancien Président de la République Fédérale du Nigéria pour rechercher une solution à la crise sociopolitique en République du Mali.

« Nous demandons une mise en œuvre diligente de toutes les propositions de sortie de crise formulées par la CEDEAO, tout en réaffirmant notre disponibilité pleine et entière à ce dessein », a-t-elle précisé.

Toujours dans la même dynamique, d'après elle la CFR souscrit, sans réserve aucune aux propositions de sortie de crise formulées par la médiation de la CEDEAO. « Nous félicitons de l'adhésion de toutes les délégations ayant rencontré la médiation aux propositions de sortie

de crise formulées, à l'exception du Comité Stratégique du M5-RFP », a-t-elle déclaré.

La CFR déplore les revendications anticonstitutionnelles du Comité Stratégique du M5-RFP, et les invite à s'inscrire exclusivement dans le dialogue et la légalité constitutionnelle et à souscrire incessamment aux recommandations de la CEDEAO. Elle félicite l'Imam Mahmoud DICKO, autorité morale du M5-RFP, pour son appel incessant à l'apaisement et au dialogue, et l'appel à continuer de peser de tout son poids pour faire adhérer le M5-RFP, aux propositions de sortie de crise formulées par la médiation de la CEDEAO.

Selon Mme Sacko, la CFR engage la majorité Présidentielle de porter haut la Confiance en elle placée par le Président de la République en leur donnant mandat de dialoguer avec le M5-RFP. Elle sollicite que la communauté internationale s'investisse auprès de l'Imam Mahmoud DICKO et des membres du M5-RFP, pour que les actes de violence et de vandalisme qui sont annoncés depuis le 19 juillet 2020 puissent s'arrêter. La CFR réaffirme son soutien inconditionnel et inébranlable aux Institutions de la République, en leur tête le Président de la République. Bamako, le 20 juillet 20.

Bintou COULIBALY



**MAGAZINE
FEMMES-LEADERSHIP**

Conception et Réalisation :

Leadership

Communication Sarl

Siège :

dans la cours de la CDTM

Cpte Bancaire :

40000125847

Nif : 082247009

Editeur : Mamadou DABO

Redaction :

**Dembélé Assiya Salimata
Sarre**

Bintou Coulibaly

Aminata Sanou

LA COVID-19 ET SES IMPACTS NÉGATIFS SUR LES FEMMES AU MALI : l'Etat doit agir !

Le monde entier est confronté à une grave crise due à la pandémie Covid-19 qui continue de gagner du terrain en Afrique. Son impact sur les femmes, en particulier, suscite des inquiétudes. Au Mali, les femmes qui sont les plus pauvres voient leur pouvoir économique baissé considérablement. En raison de cette pandémie, elles accèdent difficilement aux services de santé et le nombre de violences basées sur le genre ne cesse de croître.

L'Association femmes Leadership et Développement Durable (AFLED) et la Fédération Nationale des Collectifs d'Organisations féminines du Mali (FENACOF) attirent l'attention des Décideurs sur les répercussions de la Covid-19 à l'endroit des femmes et filles maliennes. Cette interpellation s'inscrit dans la mise en œuvre des activités des Initiatives COVID-19 du Projet Voix et Leadership des Femmes (VLF-Musoya) financé par le CECI-Canada, à travers SOCODEVI.

Selon une récente étude du PNUD (juin 2020), la récession économique globale et ses conséquences sur l'économie nationale vont entraîner une chute anticipée de la croissance du Produit Intérieur Brut de plus de 80%. Celle-ci va passer de 5% à 0,9% en 2020. Une augmentation brutale des pertes d'emploi est observée, en particulier dans les secteurs tertiaires et secondaires. Les mesures d'appui à l'économie, particulièrement pour les petites entreprises, risquent d'être insuffisantes pour mitiger l'impact de la crise. La crise économique va augmenter la pauvreté et le nombre de personnes en besoin d'assistance alimentaire va croître à court terme. La Covid-19 approfondit la vulnérabilité des femmes et leur résilience dans un contexte de crise sécuritaire auquel s'ajoute une crise sanitaire.

Les femmes sont plus affectées que les hommes dans la mesure où elles évoluent, majoritairement, dans le secteur informel. Qu'elles soient restauratrices, vendeuses « ambulantes » ou dans les marchés, actives dans le commerce transfrontalier, les femmes subissent les effets de la crise économique liée à la Covid-19.

Selon le Directeur Général de l'OMS, Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, la pandémie fragilise encore plus les perspectives de développement du capital humain. En effet, la forte mobilisation des agents et services de santé a des conséquences sur la vaccination, la santé maternelle et la santé reproductive.

Les femmes et les enfants ont déjà du mal à accéder aux services de santé, les effets de la Covid-19 touchent durement celles qui courent un risque accru de perdre la vie, lié aux complications de la grossesse et de l'accouchement. En raison de la crise, plusieurs établissements de santé peinent à maintenir les services essentiels.

Les experts en santé sexuelle et reproductive sont unanimes sur l'inaccessibilité des services de santé. Selon Dr. Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la Population : « Pour des millions de femmes, les soins de santé maternelle de haute qualité n'étaient pas disponibles en temps voulu : ils étaient inaccessibles ou ils n'étaient pas abordables. Et maintenant, avec la pandémie, nous assistons à une exacerbation de l'accès déjà limité aux soins, mettant en danger la santé et la vie des femmes ».

Par ailleurs, les distanciations physiques, les longs séjours à domicile et la crise économique ont contribué à exposer d'avantage les femmes aux violences domestiques. Au Mali, la Violence Basée sur le Genre (VBG) est très répandue, systémique et culturellement ancrée. Selon EDSM-VI 2018 (Enquête Démographique et de Santé-Mali, 2018), près de la moitié des femmes (49 %) de 15-49 ans en union ou en rupture d'union ont subi, à n'importe quel moment de leur vie, des actes de violence émotionnelle, psychologique, physique et sexuelle. Parmi les femmes qui ont subi des violences physiques ou sexuelles, 68 % n'ont jamais recherché d'aide et n'en ont jamais parlé à personne. Pour mars 2020, 304 cas de VBG ont été rapportés, avec une forte proportion de violences sexuelles (25%) dont 15% de viol et 10% d'agressions sexuelles.

Face à cette situation alarmante, la réponse apportée par l'Etat s'adresse au secteur formel avec peu de précisions sur la part attribuée aux femmes. Au regard des difficultés spécifiques rencontrées par les femmes dans cette crise sanitaire, il semble opportun pour l'Etat d'apporter des réponses pour ces millions de femmes dont la vulnérabilité et la résilience sont fragilisées. En outre, les services de prises en charge de la santé maternelle doivent recevoir les femmes en état de grossesse et maintenir les services d'accès à la contraception. Il est important aussi de sensibiliser les hommes et les communautés par rapport aux rôles qu'ils doivent jouer pour prévenir les violences. La crise économique, les tensions et les défis de l'heure ne peuvent être des prétextes pour martyriser les femmes. Les services de sécurité et de protection de l'Etat doivent redoubler d'efforts pour faire face à la multiplication des violences basées sur le genre.

Dembélé Assiya



PARCOURS DE

Mme Djénéba CAMARA Secrétaire d'Administration des Collectivités Territoriales à la retraite Veuve Mère de 3 enfants présidente de L'ONG APAFUR Assistance à la Promotion des Activités Féminines en milieu urbain et rural

1°) Développement

Dans le cadre du développement Mme Djénéba CAMARA a fait beaucoup de réalisation pour le devenir des femmes rurales telle que :

Elle a commencé ses activités féminines par l'association pour le développement du Mandé (ADM) dont elle fut la première secrétaire à la promotion féminine. En 1996 cette association a organisée une tournée dans certains villages de la Commune du Mandé pour rencontrer les malinkés de la périphérie et échanger. A la suite, l'association m'a mis en contact avec ces femmes pour travailler. Leur 1ère doléance était le petit prêt pour leur activité génératrice de revenu. J'ai démarché la Caisse Kondo Jigima Kanadjiguila a eu un prêt de 500 000 F et A chaque réunion du bureau je faisais le compte rendu de ces prêts. Suite à une Assemblée le bureau m'a chargé de démarché la CANEF c'est ainsi qu'en 1998 cette caisse a commencé à travailler avec les femmes de kanadjiguila et Samanko, en 1999 les femmes malinkés de Sébénikoro et celles de Hamdallaye.

Elu comme Secrétaire Générale de la Coordination des femmes de la Commune IV du District de Bamako, dont Mme DIALLO Astou DIOP était la coordinatrice, lors des activités des 8 mars et 31 juillet, je mobilisais ces femmes à travers notre antenne ADM du Mandé qui avait comme président Salif KOUYATE directeur d'école de Ouenzindougou à ce temps.

Dans le cadre de la collaboration entre la Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille du District de Bamako après la mobilisation de la journée phare on organisait des conférences débats sur la journée en bamanankan à leur intention. J'ai toujours travaillé avec ma coordinatrice au niveau de la commune IV et m'occupais de ces femmes aussi. Souvent je cotisais avec cette coordinatrice pour assurer leur transport.

J'ai participé activement aux activités de la Marche Mondiale des Femmes à Bamako en 2000 qui s'est terminée aux Etats Unis en Novembre de la même année. A mon retour des ETATS UNIS j'ai trouvé que l'association Faso Djigui du MANDE m'a désigné comme secrétaire aux affaires économiques.

Compte tenu de la non approche des femmes dans la prise de décision dans nos villages dont les coutumes interdisaient les femmes ne pouvaient pas parler dans le groupe des Hommes. Après chaque réunion aux villages les femmes m'appelaient à coté pour leur problème. C'est ainsi que j'ai créé mon association, *Assistance à la Promotion des activités féminines en milieu urbain et rural* (APAFUR) après quelques années qui s'est transformé en ONG.

Les femmes de Ouenzindougou ont reçu des poulets à la PDAM et des matériels et plusieurs formations pour le



métissage de la race locale à celle exotique qui a beaucoup réussi dans cette zone. Tous ces projets ont été suivis de formations, des ateliers, des conférences débats sur le 8 Mars et le 31 JUILLET en langue BAMANA en collaboration avec la Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille du District de BAMAKO.

2°) Formation

Dans le cadre de la formation, en collaboration avec la FAFPA j'ai formé 60 femmes en fabrication du savon à MOUZOUN. La formation en maraîchage de 40 femmes suivi de 20 femmes en culture de la pomme de terre, La fabrique du savon au miel et de la pommade à Cire a 30 femmes de Djelibougou Doumanzana en commune I du District de Bamako.

Au niveau de la commune IV secrétaire Général de la coordination des femmes et travaillait main dans la main avec la direction régionale de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille du district de Bamako, après j'ai été Coordinatrice locale de la direction régionale de la promotion de la femme de l'enfant et de famille du district de Bamako en commune IV.

A travers ce titre de coordinatrice que les femmes ont reçu beaucoup de formation telle que l'alphabétisation de 30 femmes dans le cadre du partenariat ANGER –BAMAKO dont certaines sont animatrices au niveau national obtention de banque de céréales à travers la Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille dans certains quartiers de la commune IV dont TALIKO SIBIRIBOUGOU ET DJICORONI-PARA.

J'ai été l'organisatrice principale de la mise en place de l'association Kouroukanfouga de femmes du MANDE (AKFM) le 31 décembre 2010 sur le terrain de Sébénikoro devant la cour de Madou TRAORE.

Après ce lancement en collaboration avec les cadres du Mandé on a élaboré les documents pour l'acquisition du récépissé dont le numéro est 380 G – DB DU 24 MAI 2011. Mme KEITA Sanaba SOUCKO est la présidente et je suis la 1ere vice-présidente dans ce bureau.

En partenariat avec la Mairie du District qui mettais à ma disposition un Bus attribué par Angers lors de la journée

du 8 mars et 31 juillet, je transportais les femmes de la Commune IV depuis 7H sur le lieu de la conférence et retournais avec elles.

Lors de ces activités ont organisé des journées de salubrité en collaboration avec notre député le dépôt anarchique du lycée LPK a été annulé. Je demandais des caissons à la Mairie. Le 15 octobre 2002 le dépôt anarchique du lycée Mamadou M'BODGE de Sébénikoro la DRPFEF été représenté par Mme MAIGA Fatoumata MAIGA, annulation du dépôt anarchique devant l'école ABCD de Hamdallaye Pavé Eléphant M. DEMBELE a représenté la Direction dans plusieurs de nos activités pour ne citer que ceux-ci. Avec prince nous avons suivi à sébénikoro les activités comme le curage et dépôt anarchiques à Hamdallaye au second cycle également curage des caniveaux et nettoyage de la cours de l'école Ramassage des ordures à Hamdallaye, des journées de salubrité chaque fois le moment le permet des formations dans différent mairie de la commune IV, Formation sur l'alphabétisation femmes dans la commune IV. Les différentes radios présentes aux lancements des activités sont RADIO FR3, le journaliste environnementaliste TOURE Mohamed dit PRINCE RADIO BENKAN Mme TOURE kadia KONE était le journaliste environnementaliste au niveau de la CAFO je fus présidente de la cellule Cafo de Hamdallaye Secrétaire aux relations extérieures de la coordination des cellules CAFO de la commune IV, Secrétaire Général de la FENACOF C.IV).

Présidente de REGOPEF (réseau des groupements et ONG pour la promotion de la femme). La formation sur la mutuelle solidarité qui continue dans les groupes encadrés dans le cadre du partenariat Association Hamdallaye Angers et le quartier Hamdallaye Bamako oa suivi la formation sur l'hygiène et l'assainissement financé par l'association Hamdallaye Angers qui s'est terminé par la remise de poubelles aux participantes. La formation sur la mutuelle solidarité a été un atout.

SPORT

Marraine de la coupe de football des jeunes de moins de 17 ans de Hamdallaye 1ère (le 17 /04/2011) devant le centre d'état civile de Hamdallaye I et la 2ème édition a été parainé par le PROXICOM en 2012 joué sur le même terrain.

SANTE

Sensibilisation des femmes sur le VIH SIDA, la SANTE DE LA REPRODUCTION, l'allaitement maternelle, l'excision le paludisme suivi de distribution de moustiquaire imprégné à Hamdallaye en commune IV, Djélibougou Doumanzana en commune I du district de Bamako et à SAMAYA dans la commune du MANDE. Sensibilisation sur le fameux virus de la fièvre EBOLA.

Pour le développement de la femme en générale et celle du Mandé en particulier suite à une formation en alphabétisation dans le cadre du partenariat Hamdallay Bamako et Association Hamdallaye Angers l'union faisant toujours la force nous avons jugé nécessaire la mise en place d'une Union des Associations Féminines de Hamdallaye (UAFH) dont 13 associations ont répondu présents pour créer l'union des associations féminines de Hamdallaye (UAFH) j'assume la présidence dont le récépissé est sorti le 05 juillet 2013 sous le numéro 0393 G-DB.

Je suis en collaboration avec tous ceux qui œuvrent pour le développement de la commune IV en général et celle du Mandé en particulier.

Je fus la coordinatrice en commune IV des activités de formation en savonnerie de 300 femmes dans le district de Bamako organisé par l'ASCAM dont 50 femmes par commune.

Toutes ces activités sont coordonnées et témoignées par des cassettes vidéos, des photos et des attestations de reconnaissance de la CNJ et l'associations des chasseurs de Hamdallaye.

De 2008 à 2016 j'ai encadré les stagiaires de l'APEJ dont la plupart sont des filles. Les associations du Mandé à chaque fois que le besoin se présente me font appel.

Je suis secrétaire à la Promotion Féminine du FIBASIKA association de cinq village du Mandé, Trésorière du Groupe de réflexion et d'initiative des ressortissants de la Commune de Bancoumana 14 villages.

Dans le domaine de la culture je suis vice-présidente des femmes pour l'organisation du festival international de KOUROUKANFOUGA depuis sa création, J'ai encadre plusieurs groupements de femmes en milieu urbain et rural pour leur autonomisation, en épargne crédit activités génératrices de revenus, sensibilisation, formation etc.

Plusieurs sensibilisations avec le Projet Sandji Ko, formations de bonne pratique de construction en collaboration avec le Conseil de quartier de hamdallaye. Membre du comité de veille de ce projet.

Forum Grenier du Monde à l'Hôtel Azalai du Benin le 31 octobre 2017, Visite au Centre Songhoi de Porte Novo, formation sur l'Artemesia à la Maison de l'Artemesia à Bagnebe.

Visite à l'usine de fruits d'ananas à Alada au Benin.

Visite d'échéance au ferme agro pastorale de Parakou.

Forum Invest In Mali; Membre du Comité de Développement du quartier de Hamdallaye CDQ.

Membre de la Société Civile de la Commune IV du District de Bamako.

Social

J'ai orienté plusieurs veuves vers l'ONG ALFAROUK pour la prise en charge de leur orphelins jusqu'à 18 ans.

Recensement des veuves : orphelins et démunis qui recoivent de vibre pendant la distribution a Hamdallaye.

Certains sont pris en compte par le projet Giji Sèmè Yiri.

A la mise en place de la Fédération Nationale des Association pour la Décentralisation et le Développement des Collectivités Territoriales on m'a sollicité pour être la présidente nationale des femmes. Cette Fédération est composée de plus de 300 associations et ONG etc. dont Haman TOURE dit Serpent est le Président.

Voilà en bref et en quelques lignes le parcours honorable de Mme Djènèba CAMARA.

PROJETS EN COURS

- ✦ **FORMATION DE 30 FEMMES ET JEUNES EN RESTAURATION**
- ✦ **FORMATION DE 30 FEMMES ET JEUNES EN PATISSERIE DEPOSEES AU FAPFA**
- ✦ **FORMATION ET EQUIPEMENT DES FEMMES**
- ✦ **PROJET PILOTE DEMBA NIUMA (CENTRE D'EDUCATION DES ENFANTS ET APPRENTISSAGE AUX METIERS JUSQU'A L'AGE REGIS A NIAMANA MALI**
- ✦ **PROJET D'AVICULTURE/TECHNIQUES MODERNES DE PRODUCTION AVICOLE**

Dembélé Assiya

SOCIETE ENDOCHO Sarl

BTP & COMMERCE GENERAL

Bâtiments • Travaux Publics Privés • Divers



www.endochosarl.ml

M^{me} Kama **DEMBELÉ/DIALLO**

Directrice Générale

Hippodrome rue 224 porte 1065
BP : 2960 Bamako
République du Mali



kamete@hotmail.com



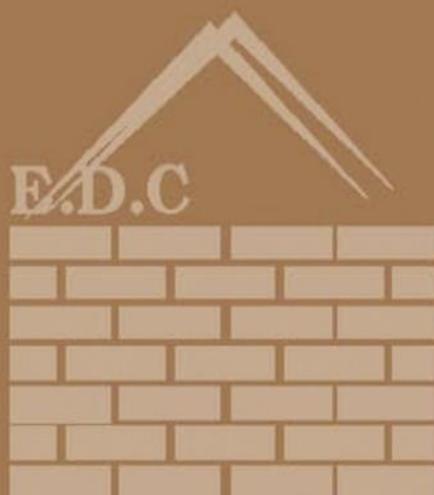
Tél. : +223 65 87 74 16



SOCIETE ENDOCHO Sarl

BTP & COMMERCE GENERAL

Bâtiments • Travaux Publics Privés • Divers



Tél. Privé :

www.endochosarl.ml